

Burundi : le gouvernement boude la mission d'observation électorale de l'ONU

@rib News, 12/01/2015 â€“ Source AFP La mission d'observation électorale de l'ONU au Burundi (Menub) a officiellement débuté ses travaux lundi à Bujumbura, en l'absence de représentants du gouvernement, a constaté un journaliste. L'ancien président mauricien, Cassam Uteem (photo), qui dirige cette mission, a procédé à l'ouverture de ces travaux, a-t-on constaté. Cette ouverture a été organisée faute d'une inauguration plus officielle de la Menub, en raison de divergences avec le gouvernement sur la finalité de cette mission.

(...) Malheureusement en raison de difficultés techniques qui ont entraîné un retard de la signature du Soma (accord de cesse-feu), nous vous proposons une manifestation simplifiée marquant l'ouverture de la mission, a annoncé le chef de la Menub, au cours de son allocution. L'inauguration de la Menub sera organisée dès la signature du Soma (accord de cesse-feu), je l'espère dans les tous prochains jours, a ajouté M. Uteem. La cérémonie de lundi a eu lieu en présence des diplomates accrédités à Bujumbura, de leaders de l'opposition et de la société civile burundaise. Aucun représentant du gouvernement et de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), pourtant invité, n'était présent pendant la cérémonie. « (...) Le gouvernement ne s'oppose pas à cette mission d'observation électorale, car elle répond à l'invitation du président Pierre Nkurunziza », a expliqué le porte-parole du ministère des Relations extérieures, Daniel Kabuto. « Mais le chef de l'Etat aurait souhaité qu'il ait lieu après la résolution de tous les problèmes techniques qui persistent encore sur les statuts de cette mission », a souligné M. Kabuto. Selon un haut fonctionnaire onusien, s'exprimant sous couvert d'anonymat, les discussions butent depuis des semaines sur deux points : le gouvernement refuse que la Menub puisse valider les élections, mais aussi il veut lui dénier le droit de mener des consultations avec les partis politiques. Les Nations unies ne peuvent dépenser des millions de dollars sur une telle mission pour juste venir faire de la simple observation, ce serait un non-sens, a expliqué cette source, ajoutant vouloir éviter le piège de jouer les faire-valoir. Pour Bujumbura, la question de la validation des résultats des élections est non-négociable. « Nous avons demandé une mission d'observation électorale, pas de validation des élections. Pour le gouvernement, la validation des élections est une prérogative de la Ceni, c'est très clair, il ne peut pas y avoir de débat là-dessus », a martelé le porte-parole de la diplomatie burundaise. La Menub a officiellement remplacé le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub), qui a fermé le 31 décembre sur demande du gouvernement. Elle a pour mission d'observer la préparation, la campagne et le déroulement des élections générales de 2015 au Burundi. « Dans l'histoire des Nations unies, c'est la troisième fois que notre organisation déploie une telle mission, (...). Les élections se tiennent à un moment crucial de l'histoire du Burundi, il est de notre devoir à tous de s'assurer que celles-ci se passent dans la plus grande transparence et dans la paix », a souligné l'ancien président mauricien. L'opposition et la société civile contestent déjà l'organisation des élections générales qui vont débiter en mai par des communales et des législatives couplées, dans ce pays jugé encore très fragile après une longue guerre civile (1993-2006) qui a ruiné son économie.